



Une action organisée par: Alliance Sud - SWISSAID - Action de Carême - Pain pour le prochain - Helvetas - EPER - Déclaration de Berne

Allocution de Liliane Maury Pasquier

Conseillère aux Etats socialiste

Je veux d'abord vous dire mon plaisir d'être avec vous aujourd'hui et je tiens à remercier le collectif d'associations qui organise cette journée de m'avoir invitée à monter à bord du *Train contre la faim*. Merci pour votre invitation mais surtout merci pour cette action significative !

Ce convoi à travers la Suisse romande marque la *Journée mondiale du droit à l'alimentation* et démontre que la défense de ce droit n'est pas seulement un combat éloigné se déroulant uniquement dans les pays frappés par la faim, la malnutrition ou les catastrophes naturelles: elle concerne des pays comme la Suisse et les actions dans ce sens dépendent de chacune et chacun d'entre nous, citoyennes et citoyens, consommatrices et consommateurs. La résistance qui s'organise autour de l'implantation d'une usine de biocarburants à Delémont, destination de notre parcours de ce jour, en est un exemple parlant. Nous pouvons – nous devons – influencer sur les décisions politiques qui affectent la sécurité alimentaire et le respect de l'environnement, tant sur le plan global que sur le plan local.

« Quand les riches maigrissent, les pauvres meurent. » Ces mots, prêtés à Confucius¹, illustrent bien l'impact de la crise économique mondiale sur ces problématiques. Si les effets de la crise dans un pays comme le nôtre doivent être pris au sérieux, ils sont d'autant plus dramatiques dans les pays qui souffrent de difficultés chroniques en ce qui concerne l'accès à l'alimentation ou qui sont frappés de plein fouet par la dégradation de l'environnement. Ces deux fléaux marchent malheureusement main dans la main.

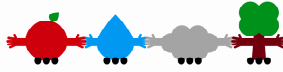
La crise économique rend donc encore plus importante une action décidée dans ces domaines. Malheureusement, La Suisse n'a jamais fait preuve d'un engagement excessif en la matière – c'est le moins que l'on puisse dire – puisque l'aide au développement n'a pas dépassé ces dernières années, en période de haute conjoncture, les 0,4% de son produit national brut, loin de l'objectif de 0,7% pourtant retenu par les Nations Unies. Et la récente décision du Conseil fédéral, pourtant chargé par une majorité du parlement d'augmenter les crédits d'aide au développement, de présenter un rapport plutôt qu'un crédit est particulièrement inquiétante.

Si la Suisse doit accentuer son effort en ce qui concerne l'aide au développement, elle doit aussi agir de façon crédible pour lutter contre la dégradation de l'environnement et notamment le réchauffement climatique : elle est en effet dans le Top-10 des 10 plus grands « réchauffeurs » de la planète, alors que ce sont les pays pauvres qui souffrent le plus des conséquences du réchauffement climatique. Les pays riches comme la Suisse ont donc le devoir de faire en sorte que la Conférence de Copenhague sur la réduction des gaz à effets de serre aboutisse à un accord contraignant, applicable immédiatement et non pas à des engagements vagues et hypocrites quant à une réduction des émissions de CO2 de x % à l'horizon de 2050 ou 2060...

Dans ce contexte, une simple prise de conscience des problèmes liés au réchauffement climatique et à la faim dans le monde ne suffit pas. Au contraire, elle peut ouvrir la voie à des remèdes qui aggravent le mal qu'ils prétendent combattre ou qui ont des effets collatéraux absolument désastreux. Citons par exemple les OGM, dont la culture menace la sécurité alimentaire et dégrade l'environnement de nombreux pays ou les agrocarburants, prétendue « solution verte » pour remplacer le pétrole mais dont la culture massive se fait au détriment de l'agriculture nourricière et provoque une explosion du prix de denrées alimentaires de base dont dépendent des milliard de personnes. Les agrocarburants sont ainsi le contre-exemple parfait des solutions constructives et durables qu'il convient d'adopter pour lutter contre le réchauffement climatique. Ainsi, il ne s'agit pas de trouver des alternatives au pétrole, pour continuer de nourrir prioritairement des voitures plutôt que des êtres humains, mais de trouver des alternatives aux voitures elles-mêmes...

¹ <http://www.unmultimedia.org/radio/french/detail/83337.html>

JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION
16 OCTOBRE 2009 UN TRAIN CONTRE LA FAIM



Une action organisée par: Alliance Sud - SWISSAID - Action de Carême - Pain pour le prochain - Helvetas - EPER- Déclaration de Berne

C'est sur ce dernier exemple que j'aimerais conclure, afin de mettre concrètement en avant la responsabilité individuelle qui est la nôtre. Les politiques mises en place par un pays comme la Suisse sont en effet influencées par nos actions citoyennes et nos habitudes de consommation: silence complice ou dénonciation des politiques de l'agro-business, gaspillage ou recyclage, produits agricoles exportés ou produits du terroir, voiture ou mobilité douce, ces choix nous appartiennent. Engageons-nous donc pour la défense du droit à l'alimentation et le respect de l'environnement et prenons ensemble le train contre la faim !